

# Démarche stratégique

## Compte-rendu de la réunion informelle du 9 juillet 2015

### Le directeur a encore brillé par son absence !

Toulouse, le 15 juillet 2015



Le 9 juillet dernier, le directeur a convoqué les organisations syndicales pour faire un nouveau point sur les dossiers de la démarche stratégique.

A croire que ces dossiers ne l'intéressent pas car il n'a pas daigné se montrer.

**Si vous voulez apercevoir le directeur, il vaut mieux aller à une réunion publique hors de nos murs !**

Nous pensons que nous étions convoqués pour nous faire part des arbitrages que la centrale n'avait pas encore fait avant la réunion du 11 juin dernier (jour des annonces).

Mais, la direction nous a annoncé que tous les projets avaient été validés à l'exception de la 2<sup>ème</sup> implantation du SPFE (service de publicité foncière enregistrement) sur Saint-Gaudens ou ailleurs.

La fermeture de l'Isle-en-Dodon a été entérinée par le ministère et les 3 autres projets de restructuration l'ont été par la direction générale.

**A ce stade, la DRFiP 31 doit faire remonter rapidement les réactions essentiellement des élus pour une validation définitive avant la rentrée et passage en CHS-CT (16 septembre) et CTL (22 septembre).**

La CGT Finances Publiques 31 a demandé une copie de la communication qui va remonter mais **les directeurs, toujours soucieux d'être transparents, ont refusé.**



**Fort de nombreuses rencontres avec les élus, la CGT Finances Publiques a encore exprimé son rejet de toutes les restructurations annoncées.**

Au delà de ce désaccord profond, beaucoup d'anomalies ont été soulignées par la CGT sur tous les dossiers.

**1 / Au 1<sup>er</sup> janvier 2016, la spécialisation de Castanet en Secteur Public Local (SPL), avec transfert du recouvrement vers les Services Impôts des Particuliers (SIP) de Rangueil et Toulouse Sud-Est.**

**Maintenant, la DRFiP 31 assume qu'il n'y a eu aucune concertation en amont avec le Chef de service. C'est une fois que le projet de restructuration est lancé que la DRFiP 31 ajuste, ...**

**L'évaporation des emplois n'est même plus dissimulée !**

Après avoir expliqué que le cadre A du recouvrement de Castanet n'était pas à 100 % sur le recouvrement de l'impôt (20%), la direction a annoncé que cet emploi ne suivrait pas mais il ne restera pas non plus dans le poste. **Donc, il y aura bien 5 emplois supprimés à Castanet (1A, 1B et 3C) mais seulement 4 (1B et 3C) arriveront peut-être à Toulouse.**

A noter que le transfert est prévu au 1<sup>er</sup> janvier 2016 mais l'espoir d'arrivée d'agents ne peut être qu'au 1<sup>er</sup> mars 2016 (*qui rappelons-le n'est qu'un mouvement complémentaire notamment sans primo-affectant*).

Au moins 2 mois pour les SIP de Toulouse Sud-Est et Toulouse Rangueil à espérer des renforts !!!

**Compte tenu des rôles, le SIP de Toulouse Sud-Est récupérera 30% des rôles de Castanet, donc un emploi ; le SIP Toulouse Rangueil récupérera 70 % des rôles, et le RAR au 31 décembre 2015, donc trois emplois.**



Parole d'un directeur : "**les contribuables viendront une fois, deux fois... et n'auront pas de réponse donc ils ne viendront plus**"

**Quel beau sens du service public !! Et fait le choix volontairement d'exposer les collègues aux mécontentements de ces contribuables...**



La direction n'est pas à une contradiction ou un retour en arrière prêt. Après avoir imposé le Guichet Fiscal Unique de proximité (et autres compétences croisées), elle regroupe et centralise l'assiette et le recouvrement.

**Selon elle, il faut tout faire pour que les contribuables ne viennent plus du tout dans nos services.**

## 2/ Au 1<sup>er</sup> janvier 2016, transfert de la gestion des communes d'Aussonne et Seilh de la trésorerie de Grenade vers celle de Blagnac.

### FAUT PAS PRENDRE LES ENFANTS DU BON DIEU POUR DES CANARDS SAUVAGES

Un film de Michel Audiard



FRANÇOISE DORSEY  
BERNARD BLIER  
MARLENE JURET  
ANDRÉ PROSSÉ

Nouvelle surprise, finalement le recouvrement des impôts de ces 2 communes part aussi ! Cette décision aurait été prise suite à la rencontre des élus des communes d'Aussonne et de Seilh. Pourtant, il n'en était rien jusqu'au dernier collèges des cadres en date du 30 juin.

Un emploi serait transféré de Grenade vers Blagnac dans cette opération.

Mais quel collègue va être concerné ? Mystère ! La DRFiP 31 est incapable à ce stade de nous dire comment le poste de Grenade est organisé sur le SPL !

Autrement dit, la DRFiP 31 avance à marche forcée et regarde ensuite l'aspect humain des restructurations !!! La direction affirme même : « l'effectif de Grenade ne peut raisonnablement pas rester comme maintenant ».

## 3/ Au 1<sup>er</sup> septembre 2016, transfert de l'enregistrement vers deux Services de Publicité Foncière (SPF) existants (Toulouse et Muret ou Saint-Gaudens).

Encore une surprise ! La DRFiP 31 a présenté à la centrale uniquement le pôle de Toulouse et celui de Saint-Gaudens. La centrale n'a validé que le pôle de Toulouse et Muret, ayant un SPF, pourrait être une idée de substitution en cas de refus pour Saint-Gaudens.

### Enfin, la DRFiP 31 a pris conscience de l'existence du Comminges mais cela reste insuffisant pour la CGT !

Rappelons que la départementalisation est souvent le dénominateur commun de beaucoup de restructurations dans notre administration.

Là-encore, les directeurs avancent mais regarderont les questions immobilières plus tard : accueil des usagers, m<sup>2</sup>, ...

Le public de la mission enregistrement est plus âgé en moyenne que pour les autres missions. La direction a-t-elle pensé à déposer un dossier pour l'accessibilité de la Rue des Lois aux personnes à mobilité réduite ? BIEN SÛR QUE NON !

## 4/ Au 1<sup>er</sup> janvier 2016, fermeture de la trésorerie de l'Isle-en-Dodon.

La direction n'a même pas daigné répondre au tract de la CGT Finances Publiques sorti la veille de la réunion (<http://www.resoo.com/cgt31-impots-tresor/cgi-bin/resoopage.pl?1265>).

Actuellement, l'effectif de la trésorerie de Boulogne est de 3 collègues et celui de l'Isle-en-Dodon est de 2 collègues (1 poste étant volontairement laissé vacant) avec un chef de poste pour ces 2 trésoreries.

Demain, l'effectif de Boulogne sera de 4 personnes et 1 chef de poste. Mais la direction a annoncé, aux élus locaux, la tenue de 2 demi-journées de permanences par semaine (+ 1 autre pendant les campagnes de déclaration). Donc, les 4 collègues de Boulogne ne seront plus que 3,8 voire 3,7 emplois, étant précisé que la direction a insisté sur le fait que pendant les permanences, le collègue fera exclusivement de l'accueil (pas de travail back-office). La direction, en expliquant qu'après la fusion il y aura moins de travail, confirme la disparition des renforts pour ce nouveau poste.

Espérons que la direction entendra la nouvelle mobilisation des élus contre ce projet lors de la manifestation du 11 juillet dernier qui a vu la présence du député de circonscription, des deux conseillers départementaux de Cazères et Saint-Gaudens, d'un conseiller régional, d'un sénateur, du président de la communauté de communes et des maires des 24 communes de cette intercommunalité, la population, la CGT Finances Publiques 31, l'UD CGT Haute-Garonne, l'UL CGT Comminges, ...



**ATTENTION  
AUX PIEGES**

Une fiche détaillée sera établie pour expliquer aux agents l'ensemble de leurs droits et garanties.

Nous continuerons de combattre la démarche stratégique dans l'unité la plus large : personnels, organisations syndicales, population, élus, ...

